



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 6 | 2006
Les territoires de l'eau

Editorial du dossier 6 « Les territoires de l'eau »

Jean-Marc Douguet, Jérôme Longuépée et Olivier Petit



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3320>
ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Jean-Marc Douguet, Jérôme Longuépée et Olivier Petit, « Editorial du dossier 6 « Les territoires de l'eau » », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 6 | 2006, mis en ligne le 10 février 2006, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3320>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Editorial du dossier 6 « Les territoires de l'eau »

Jean-Marc Douguet, Jérôme Longuépée et Olivier Petit

- 1 Le dossier 6, intitulé « Les territoires de l'eau », inaugure un mode de fonctionnement nouveau au sein de la revue *Développement Durable et Territoires*. Jusqu'à présent, les dossiers thématiques étaient constitués à partir d'un appel à textes spécifique. Nous avons souhaité ici valoriser un certain nombre de travaux issus d'une journée d'études qui s'est tenue sur le même thème en mars 2004, à l'Université d'Artois à Arras. Cependant, renouant ainsi avec le mode traditionnel de publication de la revue, il nous a semblé utile, via un appel à textes complémentaire, de solliciter d'autres contributeurs sur le même thème, afin de couvrir notamment des zones géographiques qui n'avaient pas été traitées à Arras, mais aussi d'encourager des contributions d'ordre plus méthodologique. L'initiative de ce second appel s'est avérée fructueuse puisque nous avons reçu une vingtaine de propositions (dont un peu moins de la moitié étaient issues de la journée d'Arras). Néanmoins, la dimension méthodologique n'a pas été la voie d'entrée privilégiée des auteurs et nous souhaitons rappeler à travers cet éditorial que d'autres contributions qui emprunteraient cette clé d'entrée pourront toujours être accueillies ultérieurement dans ce dossier – grâce à la souplesse qu'offre le support numérique de notre revue.
- 2 Entre mars 2004 et février 2006, près de deux années se sont écoulées. Qu'il nous soit permis ici de remercier une fois encore toutes les personnes ayant contribué au succès de la journée d'études sur les *Territoires de l'eau* qui a rassemblé une soixantaine d'auditeurs venus assister aux seize communications orales présentées¹. Ces actes constituent un complément indispensable au dossier et permettent d'attester du travail de réécriture consenti par nombre d'auteurs, pour tenir compte des avis des évaluateurs désignés par le comité de lecture de la revue. Mentionnons également tous ceux qui, à l'Université d'Artois, ont permis à cette manifestation de se dérouler dans les meilleures conditions². Enfin, il nous reste à remercier pour leur soutien financier, ceux sans qui cette journée n'aurait pu se dérouler : Arras Université, la Banque Populaire du Nord, le Conseil Général du Pas-de-Calais, l'UFR d'AES de l'Université d'Artois et l'IFRESI-CNRS.

- 3 Les « Territoires de l'eau » renvoient à deux dimensions complémentaires qui illustrent la dualité des rapports que nous entretenons avec la ressource. La première voie d'entrée possible, qui est sans doute la plus développée dans ce dossier, s'attache à la question de l'emprise territoriale de la gestion et des politiques de l'eau. Un second angle d'analyse, plus diffus dans les textes ici rassemblés, étudie l'espace d'influence du secteur de l'eau dans les politiques territoriales.
- 4 De fait, la tendance à une territorialisation de la gestion et des politiques de l'eau fait l'objet aujourd'hui d'un large consensus. Cette territorialisation suppose une définition précise des acteurs impliqués et une connaissance de l'étendue de leurs pouvoirs et de leurs rôles dans le processus de gestion de l'eau. Mais l'enchevêtrement des territoires (d'enjeux, d'aléas, de décisions) rend souvent délicate toute coordination des politiques. Or l'eau, comme les montagnes et les forêts, ignore les frontières administratives et sa gestion doit parfois être conçue en collaboration entre plusieurs agences de bassin, plusieurs départements, plusieurs régions, voire plusieurs Etats. En outre, cet enchevêtrement renvoie également à un éventail de problèmes, plus sectoriels, qui sont de près ou de loin rattachés à la question de la ressource en eau et à sa gestion. La nature transversale des enjeux liés à la gestion de l'eau amène donc à s'interroger sur l'existence de territoire(s) pertinent(s) pour cette ressource.
- 5 Les présentes contributions rassemblées dans ce dossier s'avèrent intéressantes à double titre : tout d'abord, elles révèlent les problèmes organisationnels posés par la gestion concrète des enjeux liés à l'eau (inondations, sécheresses, pollutions diffuses, conflits d'usage, droits de propriété...), dans un contexte actuel de promotion de la gouvernance locale dans laquelle toutes les parties prenantes devraient participer à la négociation. Elles illustrent par ailleurs la capacité des sociétés humaines à imaginer des solutions, à plus ou moins long terme, de nature technique ou organisationnelle, visant à résoudre différents enjeux, sans que nous puissions toutefois préjuger de leur efficacité.
- 6 Les articles reflètent également le caractère universel des problèmes liés à l'eau et des solutions organisationnelles qui sont proposées. Les territoires traités couvrent un certain nombre de régions françaises qui ont fait l'objet d'expérimentations en matière de gestion de l'eau. Les questions évoquées regroupent notamment la gestion des zones humides et le lien très étroit qui lie les problématiques de l'eau et de la biodiversité sur ces territoires ; le rôle de l'eau tantôt vecteur, tantôt révélateur de solidarités territoriales ; la difficulté de mise en œuvre de la territorialisation des politiques publiques de lutte contre les pollutions diffuses ; les questions d'arbitrage/compatibilité entre les usages de la ressource, particulièrement sensibles dans une perspective de gestion intégrée.
- 7 En outre, plusieurs territoires répartis notamment sur le continent africain (Maghreb, Afrique australe et Afrique subsaharienne) attestent de la variété des modes organisationnels autant que des problèmes qui concernent ces régions soumises au stress hydrique, à la question de l'accessibilité à une eau de qualité en territoire rural et à la mise en œuvre des grands projets d'infrastructure de stockage de la ressource.
- 8 Cette grande variété se manifeste aussi au travers des méthodologies mobilisées par les différents contributeurs, géographes et économistes, mais qui trouvent des terrains d'hybridation fertiles en croisant les analyses propres à leurs disciplines avec des apports historiques, sociologiques et juridiques. Cette posture interdisciplinaire, qui tend à conjuguer les territoires de l'eau aux temps des différentes disciplines en sciences

humaines et sociales, transparaît en particulier dans le traitement réservé à la question des institutions et dans la manière dont les auteurs l'analysent. D'autres contributions viendront enrichir progressivement le présent dossier. Nous vous en souhaitons une agréable lecture.

- 9 Pour terminer, signalons le lancement de l'appel à contribution pour le dossier 9 : « Inégalités écologiques, inégalités sociales : interfaces, interactions, discontinuités ? ».

NOTES

1. Remercions Bertrand Zuindeau en premier lieu, en tant que co-organisateur de la manifestation et qui devait initialement participer à la coordination de ce dossier. Il a finalement cédé sa place à l'un d'entre-nous, pour se consacrer pleinement à la coordination du dossier 7 de la revue. Iratxe Calvo-Mendieta, en rassemblant les actes de la journée d'études dans un volume et Bruno Villalba qui a permis la numérisation de ces actes, nous ont été d'une précieuse aide.

2. Nous remercions Nadine Hubert, David Lesvenan et Stéphane Callens. Une mention toute particulière doit être faite pour le travail réalisé par Nadine Hubert, du secrétariat de l'UFR d'Administration Economique et Sociale (AES), qui a investi beaucoup de temps et d'enthousiasme dans ce projet.

AUTEURS

JEAN-MARC DOUGUET

Docteur en Sciences Economiques et, depuis 1996, chercheur au C3ED. Il est Maître de Conférences en sciences économiques à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il travaille sur les thèmes de l'évaluation environnementale, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la pollution de l'eau, et sur la construction et l'expérimentation des interfaces TIC dans les domaines de l'agriculture, des ressources en eau et des pêches. Il a travaillé sur de nombreux projets européens notamment PEGASE (modélisation intégrée des pesticides dans l'eau et réponses politiques), VIRTUALIS (sur les interfaces multi média pour l'apprentissage environnemental) et actuellement ALARM (gouvernance pour les risques de biodiversité), MiANALa (gouvernance des ressources forestières) et E-COST (gouvernance pour la gestion côtière). Coordonnées : C3ED (UMR 063 IRD-UVSQ), 47 boulevard Vauban – 78047 GUYANCOURT CEDEX. E-Mail : Jean-Marc.Douguet@c3ed.uvsq.fr

Quelques publications récentes : Douguet J.-M., O'Connor M., 2003, « Maintaining the integrity of the French terroir: a study of critical natural capital in its cultural context »,

Ecological Economics, Vol. 44, n°2-3, Elsevier, pp. 233-254; Douguet J.-M., Méral Ph., 2002, « Actions collectives et agricultures durables », in Froger G., Méral Ph. (eds) Gouvernance II : Gouvernance, actions collectives et politiques environnementales, Helbing et Lichtenhahn, Bâle ; Féret S., Douguet J.-M., 2001, « Agriculture durable et agriculture raisonnée. Quels principes et quelles pratiques pour la soutenabilité du développement en agriculture ? », Natures Sciences Sociétés, Vol. 9, n°1, pp. 58-64.

JÉRÔME LONGUÉPÉE

Economiste de l'environnement, ses recherches portent sur l'évaluation des risques naturels et industriels ainsi que sur l'analyse de leurs effets sur les comportements d'acteurs et les dynamiques territoriales. Il a participé notamment à des programmes de recherche sur le risque d'inondation (RIO), les risques littoraux (PNEC et PUCA) et la gestion des risques industriels (PUCA). Coordonnées : Faculté des Sciences Economiques, rue de l'Université, 62 408 Béthune CEDEX. E-mail : jlonguepee@free.fr

Quelques publications récentes : Meur-Ferec C., Deboudt P., Morel V., Longuépée J., 2005, « La vulnérabilité des territoires côtiers à l'érosion : vers une prise en compte des risques dans la gestion intégrée des zones côtières », Actes du colloque Prospective du littoral, prospective pour le littoral, MEDD, Paris, 1er et 2 mars, à paraître ; Meur-Ferec C.(coord.), Deboudt P., Deldrève V., Flanquart H., Hellequin A. P., Longuépée J., Morel V., Torres E., 2005, « La vulnérabilité des territoires côtiers, approche méthodologique », Cahiers de Géographie Physique, n°15, pp. 3-12 ; Beurain C., Longuépée J., 2004, « La notion de proximité environnementale : de la contrainte spatiale à la dimension temporelle. Le cas des risques naturels et industriels », Quatrième Journées de la Proximité, Marseille, 17-18 juin ; Letombe G., Longuépée J., Zuindeau B., 2002, « Environnement et valeurs immobilières : quelques applications récentes de la méthode des prix hédoniques », Etudes Foncières, n° 98, juillet-août, pp. 39-41.

OLIVIER PETIT

Economiste de l'environnement et des ressources naturelles, ses recherches portent notamment sur la gestion des ressources en eau (en particulier les eaux souterraines) et les innovations technologiques environnementales, dans une perspective d'économie institutionnelle. Il coordonne depuis novembre 2005 avec Vincent Herbert (géographe, Université du Littoral-Côte d'Opale) un projet de recherches interdisciplinaire « Risque environnemental et action collective », dans le cadre des opérations de l'axe développement durable et territoires fragiles de l'IFRESI. Coordonnées : Université d'Artois - UFR AES, 9, rue du Temple - BP 665 - 62030 ARRAS CEDEX. E-Mail : opetitfr@yahoo.fr

Quelques publications récentes : Galochet M., Longuépée J., Morel V. Petit O., 2006, « L'environnement et l'interdisciplinarité en débat », Développement durable et territoires, rubrique « Points de vue » ; Aguilera-Klink F., Petit O. (dir) (2005), « Water Resources Management: Institutional Perspectives », International Journal of Water, Special Issue, Vol. 3, n°2, Inderscience, Genève ; Petit O., 2005, « La gouvernance des eaux souterraines et de l'irrigation en Inde : entre régulation publique et participation locale des usagers », in : Froger G., C. Mainguy, J. Brot et H. Gerardin (dir), Quels acteurs pour quel développement ?, Paris, GEMDEV/Karthala, Collection « Economie et développement », pp. 265-278 ; Méral Ph., Petit O., 2004, « Mondialisation et technologies propres : l'importance des partenariats public/privé dans le secteur automobile », Economie Appliquée, Vol. 57, n°4, décembre, pp. 137-160 ; Petit O., 2004, « La nouvelle

économie des ressources et les marchés de l'eau : une perspective idéologique ? », *Vertigo*, Vol. 5, n°2, septembre, <http://www.vertigo.uqam.ca/> ; Petit O. 2004, « La surexploitation des eaux souterraines : enjeux et gouvernance », *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 12, n°2, avril-juin, pp. 146-156.